

IV. DES JUSTES RELATIONS DES MARXISTES-REVOLUTIONNAIRES AU MOUVEMENT DE LA PETITE-BOURGEOISIE.

Il ne saurait être question de revenir sur notre tactique de construction du parti, avons-nous dit plus haut. Quels que soient les avatars des groupements anarcho-maoïstes, le courant gauchiste-maoïste demeurera un courant de masse de première importance : dans l'état actuel du développement de l'avant-garde, la radicalisation de la petite-bourgeoisie produira nécessairement au niveau politique des courants et des organisations gauchistes au sens strict (léniniste) du terme, à idéologie mao-libertaire. Si nous voulons mobiliser le mvt. petit-bourgeois dans sa totalité, il nous faudra bel et bien composer avec les groupes gauchistes. Sans la collaboration conflictuelle de la Ligue avec les porte-paroles politiques de la petite-bourgeoisie radicalisée, il n'y aurait eu (à la même échelle) ni la campagne Burgos, ni l'épreuve de force victorieuse pour la libération de Guiot, ni la campagne sur la police, ni la mobilisation anti-fasciste. Or, nous avons absolument besoin de nous affirmer à la tête de telles campagnes. L'idée qu'on pourrait rompre radicalement avec le mvt. gauchiste (à la manière de LO ou de l'AJS) est une idée simpliste, qui relève plus d'une attitude naïve d'auto-défense organisationnelle que d'une claire compréhension des conditions d'accomplissement de nos tâches dans la période.

Il ne s'agit pas de rompre avec le mvt. de la petite bsie. radicalisée. Il s'agit de déterminer précisément le type de relations organisées que nous devons établir pour bénéficier de sa force d'impact sans nous laisser paralyser par elle :

Pour capter la puissance d'impact de la petite bsie., nous ne devons pas hésiter à faire bloc avec les groupements gauchistes sur des mobilisations ponctuelles. (Cf. défense des militants basques, libération de Guiot, interdiction du meeting fasciste).

Mais nous ne devons sous aucun prétexte nous embarquer dans la construction d'organisations de masse permanentes et unitaires avec les groupements gauchistes, sur les bases politiques et dans les cadres organisationnels spontanés du mvt. petit-bgs.

Au contraire, dans les secteurs périphériques, nous devons nous atteler à la construction d'organisations de masse sur une base politique claire et dans un cadre organisationnel démocratique.

Avant d'aller plus loin, il nous faudra illustrer ce point de vue par un contre-exemple et deux exemples.

1) Un contre-exemple : le « Secours Rouge ».

Il vaut la peine d'examiner dans le détail l'expérience du SR. Du point de vue qui nous intéresse (relation au mvt. de la petite bsie. dans le cadre d'une tactique de construction du PR de la périphérie vers le centre) il s'agit d'une véritable expérience de laboratoire, concentrant tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Chacun a en mémoire les amples oscillations qui caractérisèrent notre politique à l'égard du SR. Ces oscillations ne sont pas le fruit de coups de tête irréfléchis : elles illustrent parfaitement les contradictions de notre tactique de construction du PR, surdéterminés par une mécompréhension politique du mvt. de la petite-bsie.

a) Du SR contre la répression...

On se souvient du contexte politique dans lequel fut lancé le SR : après sa victoire sur la vague gréviste de l'automne 69, le pouvoir entend contraindre le mvt. ouvrier à la concertation : à cette fin, il concède quelques avantages sociaux au mvt. syndical (par la négociation) et manifeste sa ferme intention d'en finir avec les formes de lutte « sauvages » nées de Mai.

C'est le vote de la loi anti-casseurs, la suspension d'enseignants, la banalisation du campus de Nanterre, la création des brigades spéciales et des vigiles

universitaires, etc... Cette accentuation du cours répressif du régime n'est pas une plaisanterie. Le pouvoir frappe sur la cible facile que lui offre le putschisme de la « Nouvelle Résistance » (interdiction de la CdP dissolution de la GP, condamnation de Lebris et Le Dantec, arrestation de Geismar, procès pour reconstitution de ligue dissoute...). Il applique la loi anti-casseur contre les occupations d'usines (Vallourec, Alcatel, Vittel, Perrier, etc...).

Cette recrudescence de l'activité policière va manifestement polariser la petite-bsie. radicale, particulièrement mobilisable sur le terrain de la lutte anti-répressive. Nous avons nous même pu mesurer l'impact de ce type de mobilisation lors de la campagne « armée » (manifestation contre le procès Devaux à Rennes.).

Par ailleurs, nous savons que l'offensive répressive du pouvoir constitue un danger réel pour tous les groupes révolutionnaires et l'ensemble de la nouvelle extrême-gauche. Si elle n'est pas mise en échec, la bourgeoisie parviendra à modifier sensiblement le rapport de force en sa faveur.

Contrairement à l'AJS, nous ne pouvons pas nous en tirer par un simple coup de clairon aux directions ouvrières, exigeant qu'elles prennent leurs responsabilités. Nous savons que seule la mobilisation durable de toute la nouvelle extrême-gauche, entraînant le mvt. ouvrier organisé, peut vaincre l'offensive policière du pouvoir. C'est pourquoi nous avons élaboré le projet Secours Rouge (prolongeant la campagne « armée ») et effectué toutes les démarches préliminaires en vue de son lancement.

Dans notre projet, les organisations maoïstes sont défendues « malgré elles » : elles ne participent pas à la direction du SR. Ces organisations se trouvent au plus fort de leur délire gauchiste. Toute collaboration avec elles dans un même cadre organisé nous semble exclue. Malheureusement, c'est la GP qui se trouve réprimée... C'est elle en conséquence qui détient l'initiative (c'est à elle que vont les commiserations des intellectuels, la sympathie de la base petite bgse., etc... Nous avons bien connu cette situation en Juin 68 !). C'est donc la GP qui donne les cartes. Le SR se crée sur la base politique qu'elle a dictée. Il se veut organisation de masse (permanente et unitaire) contre la répression, regroupant tous les groupes d'extrême-gauche.

Nous sommes d'autant plus sceptiques sur la viabilité d'une telle organisation que nous avons encore en mémoire la scission des CA et que nous venons de quitter en masse le « meeting de solidarité » du 12 juin après 2 heures de chahuts spontex !

Mais que pouvons nous faire ?

Boycotter ? C'est dans une large mesure abandonner le terrain de la lutte contre la répression à l'irresponsabilité ultra-gauchiste. Or, nous savons l'importance politique et l'effet mobilisateur de ces luttes.

Préconiser un cartel d'organisations en lieu et place du SR ? Un tel cartel constitué au lendemain des événements de Nanterre (Mars 70) vient précisément d'éclater après 2 meetings foireux.

Nous décidons de participer au SR en espérant y cristalliser un rapport de force défavorable aux maos. A cette fin nous entraînons LO et l'OCI qui participent aux réunions de rentrée (septembre 70). C'est le projet « SR contre la répression politique » préconisé de septembre à décembre 70.

b)... au SR tous azimuths.

Mais la tentative d'intégration de LO et de l'AJS échoue. Ces deux organisations rompent avec le Secours Rouge sur des prétextes futiles : LO parce qu'elle n'obtient pas les excuses publiques de Leclerc après le scandale de Bordeaux ; l'AJS, parce qu'elle n'obtient pas un blâme public du SR de Grenoble, protégeant